

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Cowansville | 46080 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Josée Tassé, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Cowansville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature _____ Date 21 juin 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	43
Analyse des charges consolidées	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Cowansville

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Cowansville (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2020 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, le 21 juin 2021

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	19 661 552	19 771 722	19 212 407
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 241 389	2 248 620	2 248 531
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 031 970	2 827 416	1 918 122
Services rendus	5	2 599 248	1 982 772	2 354 167
Imposition de droits	6	585 000	1 845 545	1 123 286
Amendes et pénalités	7	457 600	358 711	436 142
Revenus de placements de portefeuille	8	25 000	42 815	61 285
Autres revenus d'intérêts	9	88 914	108 007	197 882
Autres revenus	10	136 877	5 267 728	(58 324)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	26 827 550	34 453 336	27 493 498
Charges				
Administration générale	14	3 558 767	3 430 815	3 276 891
Sécurité publique	15	3 865 634	3 688 844	3 814 025
Transport	16	7 178 592	7 751 495	6 800 274
Hygiène du milieu	17	6 215 920	5 843 700	5 552 320
Santé et bien-être	18	264 500	163 744	193 610
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 075 280	969 152	1 032 466
Loisirs et culture	20	4 731 426	3 934 792	4 294 288
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 124 626	1 029 348	1 068 653
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	28 014 745	26 811 890	26 032 527
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 187 195)	7 641 446	1 460 971
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		65 698 571	64 237 600
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		65 698 571	64 237 600
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		73 340 017	65 698 571

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 440 733	3 015 981
Débiteurs (note 5)	2	10 038 482	9 732 115
Prêts (note 6)	3		92 183
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 175 418	1 055 328
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	13 654 633	13 895 607
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	850 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 147 615	3 276 205
Revenus reportés (note 12)	12	152 531	400 452
Dette à long terme (note 13)	13	35 019 159	36 871 671
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	265 000	195 200
Autres passifs (note 14)	15	1 483 954	986 280
	16	39 918 259	41 729 808
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(26 263 626)	(27 834 201)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	98 883 681	92 845 593
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	457 408	457 408
Stocks de fournitures	20	135 791	127 451
Autres actifs non financiers (note 18)	21	126 763	102 320
	22	99 603 643	93 532 772
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	73 340 017	65 698 571

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 187 195)	7 641 446	1 460 971
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	12 073 843)	7 952 188)
Produit de cession	3	70 000	433 406	154 550
Amortissement	4	4 900 000	5 476 246	5 008 681
(Gain) perte sur cession	5	(10 000)	126 104	233 090
Réduction de valeur / Reclassement	6	20 000		36 567
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	4 980 000	(6 038 087)	(2 519 300)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			17 018
Variation des stocks de fournitures	10		(8 340)	22 199
Variation des autres actifs non financiers	11		(24 443)	(30 412)
	12		(32 783)	8 805
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14		(1)	1
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	3 792 805	1 570 575	(1 049 523)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(27 834 201)	(26 784 678)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(27 834 201)	(26 784 678)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(26 263 626)	(27 834 201)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 641 446	1 460 971
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	5 476 246	5 008 681
Autres			
▪ G/P et moins-value immo	3	168 315	269 660
▪ Contributions promoteurs	4	(4 923 436)	
	5	8 362 571	6 739 312
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(306 367)	5 180 163
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	807 131	96 639
Revenus reportés	9	(247 922)	155 206
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	69 800	127 000
Propriétés destinées à la revente	11		17 018
Stocks de fournitures	12	(8 337)	22 199
Autres actifs non financiers	13	(24 443)	(30 412)
	14	8 652 433	12 307 125
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15 (	8 540 887 )(	8 645 392)
Produit de cession	16	433 406	154 550
	17	(8 107 481)	(8 490 842)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 (	44 235 )(	44 235)
Remboursement ou cession	19	92 183	21 899
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 (	118 067 )(	82 554)
Cession	21		
	22	(70 119)	(104 890)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	3 750 000	11 025 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	5 693 172 )(	9 699 955)
Variation nette des emprunts temporaires	25	850 000	(2 900 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	43 091	25 282
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(1 050 081)	(1 549 673)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(575 248)	2 161 720
Solde déjà établi	31	3 015 981	854 261
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	3 015 981	854 261
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 440 733	3 015 981

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Cowansville (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est (ci-après la « Régie aéroportuaire »)	33,33 %
Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de Brome-Missisquoi (ci-après la « Régie intermunicipale »)	25 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

*Immobilisations*Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 25 %
Bâtiments	2,5 % à 6,67 %
Véhicules	5 % à 33 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 33 %

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Stocks de fournitures*

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs*Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée par la Régie intermunicipale. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction du nombre de mètres cubes enfouis.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Revenus

Constataction des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts (Régie aéroportuaire) sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les quotes-parts (Régie intermunicipale) sont constatées lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus de loyers sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les crédettes et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et le régime volontaire épargne-retraite (RVER) offerts à certains employés par la Ville, le REER collectif offert par la Régie aéroportuaire et le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la Régie intermunicipale sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après « la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée au 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 2 440 733	3 015 981
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
Autres éléments		
▪	4	
▪	5	
▪	6	
▪	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 2 440 733	3 015 981
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	325 125
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 2 335 500	5 620 029

Note

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 842 588 \$ (830 423 \$ en 2019)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	1 193 228	1 164 339
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	7 319 164	7 128 229
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	377 071	256 933
Organismes municipaux	15	58 482	133 173
Autres			
▪ Mutations, amendes et autres	16	1 047 803	993 167
▪ Intérêts à recevoir	17	42 734	56 274
	18	10 038 482	9 732 115
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	5 316 141	5 812 611
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	5 316 141	5 812 611
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	142 991	181 525

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,14 % à 4,11 % et viennent à échéance au plus tard en mars 2039.

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		92 183
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		92 183
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	194 662	192 639
Autres placements	31	980 756	862 689
	32	1 175 418	1 055 328
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	980 756	862 689
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Placement à titre d'investissement:
Fonds de garantie de franchise collective de l'UMQ

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Régie intermunicipale :

Les autres placements sont enregistrés dans une fiducie pour laquelle le bénéficiaire est la Régie intermunicipale.

8. Avantages sociaux futurs

	2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35 (265 000)	(195 200)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	37 (265 000)	(195 200)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38 942 400	92 700
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	
Autres régimes (REER et autres)	41 78 310	92 400
Régimes de retraite des élus municipaux	42 37 475	36 472
	43 1 058 185	1 041 572

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieur du Québec par des associations d'employés.

Dans son jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que le Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque la Ville n'offre pas d'indexation aux participants retraités dans le cadre de l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucun impact sur le régime.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

9. Autres actifs financiers

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ pour les opérations courantes et d'un emprunt temporaire de 2 500 000 \$ pour des activités d'investissement. L'ouverture de crédit bancaire et l'emprunt temporaire portent intérêt au taux préférentiel (2,45 % ; 3,95 % au 31 décembre 2019) et sont renouvelables annuellement.

La Régie intermunicipale dispose de deux lignes de crédit de 2 836 127 \$ et 6 500 000 \$. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel moins 0,36 % (2,09 % ; 4,09 % au 31 décembre 2019) et aux taux préférentiel (2,45 % ; 4,45 % au 31 décembre 2019) et sont payables mensuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	1 160 473	1 877 308
Salaires et avantages sociaux	48	525 549	392 192
Dépôts et retenues de garantie	49	230 332	600 351
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts courus sur dette LT	51	216 330	234 874
▪ Autres	52	14 931	171 480
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	2 147 615	3 276 205

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	68 261	63 998
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Loyers perçus d'avance	67	3 645	1 827
▪ Transferts	68	80 625	99 360
▪ Entente Rang St-Joseph	69		235 267
▪	70		
	71	152 531	400 452

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,85	3,45	2021	2040	72	35 157 000	37 083 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	0,50	6,20	2023	2026	78	36 799	
Autres					79		6 402
					80	35 193 799	37 089 402
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(174 640)	(217 731)
					82	35 019 159	36 871 671

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2021	83	3 480 000	4 359		3 484 359
2022	84	3 144 000	4 359		3 148 359
2023	85	3 086 000	5 967		3 091 967
2024	86	6 214 000	3 604		6 217 604
2025	87	2 364 000	19 232		2 383 232
2026 et plus	88	16 869 000	1 276		16 870 276
	89	35 157 000	38 797		35 195 797
Intérêts et frais accessoires	90		(1 998)	(1 998)	
	91	35 157 000	36 799		35 193 799

Note**14. Autres passifs**

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	1 048 954	986 280
Assainissement des sites contaminés	93	435 000	
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98	1 483 954	986 280

Note**15. Actifs financiers nets (dette nette)**

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(26 263 626)	(27 834 201)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100	()	()
Autres	101	()	()
	102	(26 263 626)	(27 834 201)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	23 678 908	1 080 366		24 759 274
Eaux usées	104	26 255 568	2 096 472		28 352 040
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	52 425 035	5 011 856		57 436 891
Autres					
▪ Sites d'enfouissement/clotures	106	5 800 495			5 800 495
▪ Parcs, éclairage, barrage, etc.	107	12 272 784	1 110 027		13 382 811
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	17 768 344	536 598		18 304 942
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	5 871 987	1 701 923	722 248	6 851 662
Ameublement et équipement de bureau	112	1 393 671	138 483	53 291	1 478 863
Machinerie, outillage et équipement divers	113	6 306 060	411 741	335 707	6 382 094
Terrains	114	7 484 018	112 510	169 052	7 427 476
Autres	115				
	116	159 256 870	12 199 976	1 280 298	170 176 548
Immobilisations en cours	117	1 063 415	(126 133)	17 354	919 928
	118	160 320 285	12 073 843	1 297 652	171 096 476
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	12 899 895	587 178		13 487 073
Eaux usées	120	9 726 013	582 144		10 308 157
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	19 647 470	1 987 990		21 635 460
Autres					
▪ Sites d'enfouissement/clotures	122	3 413 395	354 935		3 768 330
▪ Parcs, éclairage, barrage, etc.	123	6 606 970	397 016		7 003 986
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	8 342 836	445 551		8 788 387
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	2 547 887	634 238	363 070	2 819 055
Ameublement et équipement de bureau	128	1 130 946	85 171	53 291	1 162 826
Machinerie, outillage et équipement divers	129	3 159 280	402 023	321 782	3 239 521
Autres	130				
	131	67 474 692	5 476 246	738 143	72 212 795
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	92 845 593			98 883 681
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133		47 568		47 568
Amortissement cumulé	134	()	(1 638)	()	(1 638)
Valeur comptable nette	135				45 930

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137	423 634	423 634
Autres	138	33 774	33 774
	139	457 408	457 408
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	457 408	457 408

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Divers	142	126 763	102 320
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	126 763	102 320

Note**19. Obligations contractuelles****Ville**

Les principaux engagements contractuels de traitement de matières recyclables, de valorisation des boues, de fournitures de matériaux divers, de location de photocopieurs, d'entretien d'équipements divers, de contrôleur animalier, de soutien et service informatique, d'auditeur externe et d'évaluation foncière de la Ville échéant à différentes dates jusqu'en 2025, s'élèvent approximativement à 2 738 124 \$ durant cette période.

La Ville s'est engagée, d'après un contrat de traitement de matières recyclables échéant en 2023 et renouvelable pour un terme de 5 ans jusqu'en 2028, à verser une somme de 70 \$ par tonne envoyée au centre de tri.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de Cowansville, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

Régie intermunicipale

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998, la Régie intermunicipale a

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

obtenu son certificat d'autorisation du gouvernement du Québec pour l'agrandissement du site actuel. Les travaux d'agrandissement sont complétés et l'utilisation du nouveau site est en vigueur depuis 2000. Suite à l'obtention du certificat, la Régie intermunicipale s'est engagée à créer un fonds de post-fermeture et d'y confier des contributions annuelles calculées en fonction du nombre de tonnes enfouies au cours de l'exercice et du taux établi par évaluation actuarielle, laquelle est effectuée à tous les cinq ans. La dernière évaluation actuarielle des coûts de post-fermeture a été faite en 2020 et la prochaine évaluation actuarielle sera faite en 2023.

La Régie intermunicipale s'est engagée, d'après une entente de services professionnels pour le traitement des déchets dangereux échéant en 2021, à verser une somme en fonction du nombre de kilogrammes de déchets dangereux traités.

La Régie intermunicipale s'est engagée, d'après une entente d'approvisionnement en fourniture de produits pétroliers échéant en 2021, sur l'escompte offert par le fournisseur sur son prix unitaire par litre pour divers produits pétroliers. Le prix de base unitaire est variable selon le prix à la rampe de chargement de Montréal.

La régie intermunicipale s'est engagée à acquérir des immobilisations totalisant 414 900 \$.

La régie intermunicipale s'est engagée à verser 35 497 \$ en 2021 relativement à une entente de recyclage, de valorisation et d'élimination des résidus domestiques dangereux.

Régie aéroportuaire

En vertu d'une convention signée le 7 février 2006 entre la Ville de Bromont, Bâtiments Québec et la Régie aéroportuaire, la Régie aéroportuaire s'est engagée à céder le réseau d'égout et d'aqueduc, à la fin des travaux de construction des conduites d'égout et d'aqueduc, à la Ville de Bromont en contrepartie de 1 \$.

La Régie aéroportuaire s'est engagée, d'après des contrats pour l'entretien, la location d'équipements et des services professionnels échéant à différentes dates jusqu'en juillet 2023, à verser une somme de 43 039 \$.

20. Droits contractuels

Ville

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 528 615 \$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de 166 407 \$ en 2021, de 156 816 \$ en 2022, de 146 092 \$ en 2023, de 135 078 \$ en 2024 et de 123 766 \$ en 2025.

La Ville a également conclu un bail emphytéotique concernant un terrain pour une

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

durée de 85 ans. Le revenu de location annuel de 17 000 \$ est à percevoir jusqu'en 2058 pour une somme totale de 629 000 \$.

La Ville a également conclu une entente concernant la location de terrain pour l'utilisation d'une tour cellulaire. Considérant les options de renouvellement, le revenu de location annuel de 9 567 \$ est à percevoir jusqu'en 2037 pour une somme totale de 172 212 \$.

Régie aéroportuaire

La Régie aéroportuaire a conclu des contrats de location de locaux, de terrains et de stationnements échéant à différentes dates jusqu'en février 2022, prévoyant la perception de loyers totalisant 18 484 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des prochains exercices s'élèvent à 15 484 \$ en 2021 et à 3 000 \$ en 2022.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
Maison de la famille	195 000	152 774	158 438
	¹⁴⁸ 195 000	152 774	158 438

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi. Au 31 décembre 2020, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 211 486 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

consolidées.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 100 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27. Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

- Constatation et mesure du passif : selon le nombre de mètres cubes enfouis au cours de l'exercice;
- Durée de vie restante estimative de l'exploitation: 27 ans;
- Capacité restante estimative : 2 099 356 mètres cubes;
- Actifs affectés au règlement du passif : 980 756 \$ (quote-part de la Ville);
- Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture : 30 ans.

Les charges estimatives totales du partenariat relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement totalisent 14 924 959 \$. Au 31 décembre 2020, le passif constaté aux états financiers du partenariat à cet égard est de 4 195 817 \$, de sorte qu'un solde de 10 729 142 \$ reste à constater.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	19 212 407	19 661 552	19 771 722			19 771 722
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 248 531	2 241 389	2 248 620			2 248 620
Quotes-parts	3					262 054	
Transferts	4	826 737	1 031 970	1 983 150			1 983 150
Services rendus	5	1 337 545	1 178 820	870 900		1 456 459	1 982 772
Imposition de droits	6	1 123 286	585 000	1 845 545			1 845 545
Amendes et pénalités	7	436 142	457 600	358 711			358 711
Revenus de placements de portefeuille	8	61 285	25 000	42 815			42 815
Autres revenus d'intérêts	9	166 533	75 164	64 714		43 293	108 007
Autres revenus	10	(157 810)	20 000	(142 700)		158 902	16 202
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	25 254 656	25 276 495	27 043 477		1 920 708	28 357 544
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	430 490		817 800		26 466	844 266
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	8 063		5 251 526			5 251 526
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	438 553		6 069 326		26 466	6 095 792
	21	25 693 209	25 276 495	33 112 803		1 947 174	34 453 336
Charges							
Administration générale	22	3 160 549	3 431 291	3 302 456	128 359		3 430 815
Sécurité publique	23	3 556 179	3 612 883	3 434 346	254 498		3 688 844
Transport	24	4 285 082	4 559 883	5 055 686	2 378 590	413 219	7 751 495
Hygiène du milieu	25	3 307 971	3 651 430	3 581 356	1 588 485	1 184 500	5 843 700
Santé et bien-être	26	193 610	264 500	163 744			163 744
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 032 466	1 075 280	969 152			969 152
Loisirs et culture	28	3 770 559	4 151 487	3 350 843	583 949		3 934 792
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 066 572	1 121 200	1 028 670		678	1 029 348
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	4 527 350	4 900 000	4 933 881	(4 933 881)		
	33	24 900 338	26 767 954	25 820 134		1 598 397	26 811 890
Excédent (déficit) de l'exercice	34	792 871	(1 491 459)	7 292 669		348 777	7 641 446

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	792 871	(1 491 459)	7 292 669	348 777	7 641 446
Moins : revenus d'investissement	2	(438 553)	()	(6 069 326)	(26 466)	(6 095 792)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	354 318	(1 491 459)	1 223 343	322 311	1 545 654
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	4 527 350	4 900 000	4 933 881	542 365	5 476 246
Produit de cession	5	154 420	70 000	372 603	60 803	433 406
(Gain) perte sur cession	6	232 463	(10 000)	156 859	(30 755)	126 104
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	4 914 233	4 960 000	5 463 343	572 413	6 035 756
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	17 018				
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	17 018				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	21 899		92 183		92 183
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		20 000	42 212		42 212
	15	21 899	20 000	134 395		134 395
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 679 878)	(3 082 000)	(2 844 030)	(17 172)	(2 861 202)
	18	(3 679 878)	(3 082 000)	(2 844 030)	(17 172)	(2 861 202)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(821 701)	(221 200)	(700 661)	(280 369)	(981 030)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	31 368	290 000	315 231		315 231
Excédent de fonctionnement affecté	21	699 151		32 662		32 662
Réserves financières et fonds réservés	22	(447 952)	(475 341)	(376 901)		(376 901)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(539 134)	(406 541)	(729 669)	(280 369)	(1 010 038)
	26	734 138	1 491 459	2 024 039	274 872	2 298 911
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 088 456		3 247 382	597 183	3 844 565

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	438 553	6 069 326	26 466	6 095 792
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2 (	59 403 )(	153 883 )(	6 447 )(	160 330)
Sécurité publique	3 (	23 777 )(	28 261 )(	) (	28 261)
Transport	4 (	3 594 420 )(	6 367 099 )(	100 466 )(	6 467 565)
Hygiène du milieu	5 (	1 156 758 )(	4 530 853 )(	532 710 )(	5 063 563)
Santé et bien-être	6 () () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	18 898 )(	4 925 )(	) (	4 925)
Loisirs et culture	8 (	2 340 201 )(	349 199 )(	) (	349 199)
Réseau d'électricité	9 () () () ()
	10 (	7 193 457 )(	11 434 220 )(	639 623 )(	12 073 843)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11 () () () ()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12 (	44 235 )(	44 235 )(	) (	44 235)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 957 778	1 414 500	47 568	1 462 068
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	821 701	700 661	280 369	981 030
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	926 314	824 977		824 977
Excédent de fonctionnement affecté	16		89 578	24 933	114 511
Réserves financières et fonds réservés	17	883 608	744 722		744 722
	18	2 631 623	2 359 938	305 302	2 665 240
	19	351 709	(7 704 017)	(286 753)	(7 990 770)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	790 262	(1 634 691)	(260 287)	(1 894 978)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019		2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 511 410	1 284 397	1 090 009	2 440 733
Débiteurs (note 5)	2	9 220 266	9 957 076	259 423	10 038 482
Prêts (note 6)	3	92 183			
Placements de portefeuille (note 7)	4	192 639	194 662	980 756	1 175 418
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	12 016 498	11 436 135	2 330 188	13 654 633
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10		850 000		850 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 851 603	1 761 768	497 537	2 147 615
Revenus reportés (note 12)	12	398 625	148 886	3 645	152 531
Dette à long terme (note 13)	13	36 865 269	34 982 360	36 799	35 019 159
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	195 200	265 000		265 000
Autres passifs (note 14)	15		435 000	1 048 954	1 483 954
	16	40 310 697	38 443 014	1 586 935	39 918 259
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(28 294 199)	(27 006 879)	743 253	(26 263 626)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	88 491 285	94 462 172	4 421 509	98 883 681
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	457 408	457 408		457 408
Stocks de fournitures	20	88 304	102 206	33 585	135 791
Autres actifs non financiers (note 18)	21	89 570	110 116	16 647	126 763
	22	89 126 567	95 131 902	4 471 741	99 603 643
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	2 570 851	4 288 990	835 713	5 124 703
Excédent de fonctionnement affecté	24	654 548	957 633	972 351	1 929 984
Réserves financières et fonds réservés	25	465 279	61 146		61 146
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	27	(821 434)	(2 456 126)	(977 780)	(3 433 906)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	57 963 124	65 273 380	4 384 710	69 658 090
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29	()	()	()	()
	30	60 832 368	68 125 023	5 214 994	73 340 017
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	7 637 966	7 053 529	7 379 587	7 254 870
Charges sociales	2	1 970 382	1 857 993	1 913 820	1 971 446
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				9 619
Autres biens et services	6	9 547 994	9 577 283	9 630 244	9 121 520
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	853 730	749 514	749 748	758 576
D'autres organismes municipaux					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	161 270	161 271	161 271	179 251
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	106 200	117 885	118 329	130 826
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	734 912	734 912	638 912	555 588
Transferts	13				189 294
Autres	14	100 000	124 136	234 003	221 396
Autres organismes					
Transferts	15	662 500	498 384	498 384	582 959
Autres	16				
Amortissement des immobilisations	17	4 900 000	4 933 881	5 476 246	5 008 681
Autres					
▪ Réclamations/UMQ	18	80 000	49 056	49 056	64 700
▪ Mauvaises créances	19	13 000	(37 710)	(37 710)	(16 199)
▪	20				
	21	26 767 954	25 820 134	26 811 890	26 032 527

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 124 703	2 809 364
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 929 984	1 651 825
Réserves financières et fonds réservés	3	61 146	465 279
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(3 433 906)	(1 538 927)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	69 658 090	62 311 030
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	()	()
	8	73 340 017	65 698 571

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	4 288 990	2 570 851
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	835 713	238 513
	11	5 124 703	2 809 364

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Exercice suivant	12	306 000	290 000
▪ Contribution promoteur	13	245 990	260 569
▪ Stationnement réinv. local	14	21 591	28 979
▪ Achat d'un camion lourd	15		75 000
▪ Remboursement de la dette	16	371 000	
▪ Achat local (pandémie)	17	3 052	
▪ Acquisition d'oeuvre d'art	18	10 000	
▪	19		
▪	20		
	21	957 633	654 548
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Investissements majeurs	22	922 351	922 351
▪ Réfection de la piste	23	50 000	49 995
▪ Système de météo	24		24 931
	25	972 351	997 277
	26	1 929 984	1 651 825

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Bâtiments municipaux	27	325 124
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	325 124
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	48 997
Organismes contrôlés et partenariats	38	119 347
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	8 149
Organismes contrôlés et partenariats	40	16 808
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Fonds - fins de stationnement	45	4 000
▪	46	
	47	61 146
	48	140 155
	48	465 279

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020

2019

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Autres	52 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()(
	54 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
▪	58 ()(
▪	59 ()(
	60 ()(
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
▪	72 ()(
▪	73 ()(
	74 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	
	81 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 742 602	542 334
Investissements à financer	83 (4 176 508)	(2 081 261)
	84 (3 433 906)	(1 538 927)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 98 883 681	92 845 593
Propriétés destinées à la revente	86 457 408	457 408
Prêts	87	92 183
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 194 662	192 639
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 99 535 751	93 587 823
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 99 535 751	93 587 823
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (35 019 159)	(36 871 671)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (174 640)	(217 731)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 5 316 141	5 812 611
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (29 877 658)	(31 276 791)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (3)	(2)
	100 (29 877 661)	(31 276 793)
	101 69 658 090	62 311 030

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Cowansville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime est offert à certains groupes d'employé (Cols bleus, cols blancs et cadres) et est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire carrière à la retraite.

Le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants est de 9,9 % du salaire. Cette cotisation est composée de 8,5 % pour le service courant et de 1,4 % pour le fonds de stabilisation.

Mise en place de deux volets

Le 1er janvier 2014, le régime est modifié pour prévoir la mise en place de deux volets distincts avec une date de séparation au 31 décembre 2013. Selon la réglementation actuellement en vigueur, les deux volets sont considérés comme étant deux régimes de retraite distincts.

Volet antérieur

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant annuel est établi comme suit;

a) une rente annuelle égale au maximum entre 2 % du salaire au 1er janvier 1990, multipliée par le nombre d'années de services au 31 décembre 1990 et la somme de la rente annuelle pour service antérieur au 31 décembre 1989, et une rente annuelle égale à 2,5 % du salaire pour le service reconnu au cours de l'année 1990; plus

b) une rente annuelle égale à la somme de ses créances de rentes pour chaque année de service reconnu du 1er janvier 1991 au 31 décembre 2013. La créance de rente pour une année ou une fraction d'année de service reconnu est égale à 2 % du salaire indexé.

Volet courant

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant annuel est égal à la somme de ses créances de rentes de chaque année de service effectué et reconnu à compter du 1er janvier 2014. La créance des rentes pour une année ou une fraction d'année de service est égale à 2 % du salaire indexé.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la*

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »).

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Le 9 juillet 2020, un jugement de la Cour supérieure a été rendu dans la cause sur la contestation de la constitutionnalité de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi RRSM)*. Le jugement indique que la Loi RRSM n'est pas inconstitutionnelle, à l'exception des dispositions de cette loi qui permettent à l'organisme municipal de suspendre l'indexation automatique des retraités. Il est à noter que ce jugement a été porté en appel. Puisque le régime ne prévoyait pas d'indexation automatique avant l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (195 200)	(68 200)
Charge de l'exercice	4 (942 400)	(912 700)
Cotisations versées par l'employeur	5 872 600	785 700
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (265 000)	(195 200)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 20 008 800	19 237 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (21 249 000)	(21 403 100)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 240 200)	(2 166 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 975 200	1 970 800
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (265 000)	(195 200)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (265 000)	(195 200)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	19 237 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	21 403 100)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	2 166 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	944 100
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	944 100
Cotisations salariales des employés	21 (	431 700)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()
	23	512 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	279 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	791 400
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	972 600
Rendement espéré des actifs	33 (	851 300)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	121 300
Charge de l'exercice	35	912 700
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	805 200
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	851 300)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(46 100)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(22 400)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	912 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	19 487 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	4,46 %	4,66 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	4,66 %	4,65 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,75 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S. O.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 _____ 6

Description des régimes et autres renseignements

REER Individuel

La charge de la Ville correspond aux cotisations versées calculées à un taux de 9,9 % du salaire brut de 4 employés d'un même groupe.

RVER collectif

La charge de la Ville correspond aux cotisations versées calculées à un taux de 4 % du salaire brut d'un groupe d'employé.

Régime de retraite collectif et Régime de retraite simplifié

La charge de la Régie aéroportuaire correspond aux cotisations versées calculées aux taux de 5 % et 7 % du salaire brut régulier des employés.

La charge de la Régie intermunicipale correspond aux cotisations versées calculées au taux de 5,5 % du salaire brut régulier des employés.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113	43 501	28 593
Régime de retraite simplifié	114	10 361	32 154
REER	115	24 448	31 653
Autres régimes	116		
	117	78 310	92 400

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	6	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	8 786	8 521
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	29 623	28 717
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	7 852	7 755
	122	37 475	36 472

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>		
		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>
TAXES		2020	2020	2020	2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	15 864 014	15 926 045	15 926 045	15 446 957
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	15 864 014	15 926 045	15 926 045	15 446 957
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 414 615	1 430 663	1 430 663	1 435 345
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	976 800	985 463	985 463	1 003 610
Matières résiduelles	13	1 276 323	1 299 672	1 299 672	1 183 650
Autres					
Vidanges fosses septiques	14	18 780	19 007	19 007	15 680
▪	15				
▪	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	75 000	74 852	74 852	74 684
Service de la dette	18	36 020	36 020	36 020	52 481
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	3 797 538	3 845 677	3 845 677	3 765 450
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	3 797 538	3 845 677	3 845 677	3 765 450
	27	19 661 552	19 771 722	19 771 722	19 212 407

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2020	2020	2020	2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	132 371	132 811	132 811
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	132 371	132 811	132 811
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	417 070	422 448	422 448
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	533 457	532 685	530 038
	36	950 527	955 133	952 486
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	1 082 898	1 087 944	1 085 297
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 117 888	1 117 888	1 121 334
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	1 117 888	1 117 888	1 121 334
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	40 603	42 788	41 900
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	40 603	42 788	41 900
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	2 241 389	2 248 620	2 248 531

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	45 000	41 456	41 456
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	112 797	118 399	118 399
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			74 208
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	9 157	9 157	9 157
Réseau de distribution de l'eau potable	69	32 872	32 872	32 872
Traitement des eaux usées	70	9 521	9 521	9 521
Réseaux d'égout	71	59 726	59 726	59 726
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	75 000	105 828	105 828
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			189 358
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		17 158	17 158
Autres	79			6 516

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>
TRANSFERTS (suite)	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	25 000	31 425	31 425
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	3 500	15 090	15 090
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	151 380	153 793	153 793
Autres	89	98 017	50 204	50 204
Réseau d'électricité	90			
	91	621 970	644 629	644 629
				673 170

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94	11 128	11 128	
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	736 031	736 031	43 703
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104		26 466	16 620
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	70 641	70 641	3 302
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			3 302
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			454 917
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			380 183
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	817 800	844 266	902 027

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	290 000	290 476	290 476
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138	120 000	119 559	119 559
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140		928 486	928 486
	141	410 000	1 338 521	1 338 521
TOTAL DES TRANSFERTS	142	1 031 970	2 800 950	2 827 416
				342 925
				1 918 122

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	143	48 000	41 027	48 880
Évaluation	144			
Autres	145			
	146	48 000	41 027	48 880
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148	80 000	71 008	95 928
Sécurité civile	149			
Autres	150	2 000	2 340	1 148
	151	82 000	73 348	97 076
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155		25 000	25 000
Autres	156			
	157		25 000	25 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160	7 500	5 780	12 624
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162	50 000	75 000	381 092
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			6 103
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	164			
Cours d'eau	167			35 000
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	57 500	80 780	434 819

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	306 625	87 913	294 751
Activités culturelles				
Bibliothèques	180	7 100	7 167	7 013
Autres	181	13 200	13 200	18 200
	182	326 925	108 280	319 964
Réseau d'électricité	183			
	184	514 425	328 435	900 739

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185	1 000	1 899	2 136
Évaluation	186			
Autres	187	22 500	47 616	59 237
	188	23 500	49 515	61 373
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190	4 000	11 291	4 050
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193	4 000	11 291	4 050
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	29 900	28 363	25 074
Enlèvement de la neige	195	28 000	25 647	27 327
Autres	196			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201		227 139	267 396
	202	57 900	281 149	319 797
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204	2 000	2 074	1 294
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206	5 000	48 500	8 500
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207	3 500	6 130	4 262
Matières recyclables	208	2 000	3 398	
Autres	209			1 987
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211	750	1 305	487
Autres	212		459 955	443 136
	213	13 250	521 362	459 666

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			9 022
Autres	221	8 700		
	222	8 700		9 022
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	528 275	346 183	346 183
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	13 500	7 304	7 304
Autres	225	15 270	12 755	12 755
	226	557 045	366 242	366 242
Réseau d'électricité	227			
	228	664 395	542 465	1 229 559
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	1 178 820	870 900	1 982 772
				2 354 167

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	85 000	103 391	103 623
Droits de mutation immobilière	231	500 000	1 742 154	1 019 663
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	585 000	1 845 545	1 123 286
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	457 600	358 711	436 142
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	236	25 000	42 815	61 285
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	75 164	64 714	197 882
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	10 000	(156 859)	(233 090)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			51 579
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241		5 251 526	8 063
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244			
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	10 000	14 159	115 124
	247	20 000	5 108 826	(58 324)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	248			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	348 828	323 892		323 892	323 892	346 362
Greffe et application de la loi	2	732 080	634 568		634 568	634 568	731 040
Gestion financière et administrative	3	1 266 237	1 209 321		1 209 321	1 209 321	1 052 921
Évaluation	4	175 000	173 135		173 135	173 135	113 764
Gestion du personnel	5	164 925	193 713		193 713	193 713	135 033
Autres							
▪ Dépenses générales	6	744 221	767 827	128 359	896 186	896 186	897 771
▪	7						
	8	3 431 291	3 302 456	128 359	3 430 815	3 430 815	3 276 891
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 875 000	1 868 901		1 868 901	1 868 901	1 815 796
Sécurité incendie	10	1 572 239	1 386 657	254 498	1 641 155	1 641 155	1 796 435
Sécurité civile	11	61 486	77 330		77 330	77 330	151 677
Autres	12	104 158	101 458		101 458	101 458	50 117
	13	3 612 883	3 434 346	254 498	3 688 844	3 688 844	3 814 025
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 336 578	4 049 913	2 129 876	6 179 789	6 179 789	5 131 314
Enlèvement de la neige	15	585 764	445 570	181 701	627 271	627 271	708 142
Éclairage des rues	16	205 000	193 242	67 013	260 255	260 255	255 761
Circulation et stationnement	17	202 000	112 287		112 287	112 287	104 089
Transport collectif							
Transport en commun	18	134 541	158 674		158 674	158 674	154 303
Transport aérien	19	96 000	96 000		96 000	413 219	446 665
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	4 559 883	5 055 686	2 378 590	7 434 276	7 751 495	6 800 274

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	774 989	826 552	204 519	1 031 071	963 005
Réseau de distribution de l'eau potable	24	452 694	512 003	517 772	1 029 775	898 091
Traitement des eaux usées	25	481 362	398 718	7 639	410 663	460 151
Réseaux d'égout	26	385 379	250 911	710 416	961 327	918 380
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	143 538	214 078	48 366	294 767	256 661
Élimination	28	250 000	350 825		837 242	721 283
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	170 201	209 443	65 863	275 306	217 142
Tri et conditionnement	30	125 000	112 113	4 361	116 474	118 614
Matières organiques						
Collecte et transport	31	222 325	140 693	26 891	167 584	344 670
Traitement	32	200 000	166 313		84 655	112 646
Matériaux secs	33	12 000			7 146	10 179
Autres	34	226 371	201 138		331 288	259 058
Plan de gestion	35	40 741	40 741		40 741	16 621
Autres	36					
Cours d'eau	37	11 534	11 534	2 658	14 192	15 211
Protection de l'environnement	38	130 296	116 096		116 096	240 608
Autres	39	25 000	30 198		30 198	
	40	3 651 430	3 581 356	1 588 485	5 169 841	5 552 320
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	92 000	70 421		70 421	73 796
Sécurité du revenu	42					119 814
Autres	43	172 500	93 323		93 323	
	44	264 500	163 744		163 744	193 610

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	634 818	589 873		589 873	589 873	613 125
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47		11 499		11 499	11 499	24 151
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	410 362	360 897		360 897	360 897	341 521
Tourisme	49	5 900	2 283		2 283	2 283	4 131
Autres	50	24 200	4 600		4 600	4 600	49 538
Autres	51						
	52	1 075 280	969 152		969 152	969 152	1 032 466
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	47 322	13 729	6 124	19 853	19 853	28 139
Patinoires intérieures et extérieures	54	491 284	376 290	135 747	512 037	512 037	593 851
Piscines, plages et ports de plaisance	55	807 366	729 795	69 350	799 145	799 145	925 988
Parcs et terrains de jeux	56	744 435	676 813	250 629	927 442	927 442	777 081
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	37 500	5 873		5 873	5 873	34 701
Autres	59	688 757	579 353	65 352	644 705	644 705	684 232
	60	2 816 664	2 381 853	527 202	2 909 055	2 909 055	3 043 992
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	318 736	118 343		118 343	118 343	199 865
Bibliothèques	62	734 583	669 031	39 427	708 458	708 458	743 604
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	152 504	107 773	17 320	125 093	125 093	115 320
Autres ressources du patrimoine	64	12 000	856		856	856	6 396
Autres	65	117 000	72 987		72 987	72 987	185 111
	66	1 334 823	968 990	56 747	1 025 737	1 025 737	1 250 296
	67	4 151 487	3 350 843	583 949	3 934 792	3 934 792	4 294 288

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	925 000	824 044		824 044	824 278	838 020
Autres frais	70	90 000	86 741		86 741	86 741	99 807
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	96 200	117 600		117 600	117 600	121 300
Autres	72	10 000	285		285	729	9 526
	73	1 121 200	1 028 670		1 028 670	1 029 348	1 068 653
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	4 900 000	4 933 881 (	4 933 881)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 044 861	1 044 861	300 542
	Usines de traitement de l'eau potable	36 466	36 466	
	Usines et bassins d'épuration	262 557	262 557	4 042
	Conduites d'égout	2 181 658	2 181 658	121 069
	Sites d'enfouissement et incinérateurs		359 157	719 856
	Chemins, rues, routes et trottoirs	4 814 754	4 814 754	2 623 250
	Ponts, tunnels et viaducs			
	Systèmes d'éclairage des rues	240 873	240 873	16 107
	Aires de stationnement			
	Parcs et terrains de jeux	4 908	4 908	206 716
	Autres infrastructures	311 968	311 968	106 990
	Réseau d'électricité			
Bâtiments				
	Édifices administratifs	263 155	267 223	73 462
	Édifices communautaires et récréatifs	256 470	256 470	1 933 009
Améliorations locatives				
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	1 297 950	1 402 121	163 786
Ameublement et équipement de bureau				
		96 496	98 875	257 231
Machinerie, outillage et équipement divers				
		509 594	679 442	1 426 128
Terrains				
		112 510	112 510	
Autres				
		22	11 434 220	12 073 843
				7 952 188

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	203 297	203 297	276 610
	Usines de traitement de l'eau potable	36 466	36 466	
	Usines et bassins d'épuration	262 557	262 557	4 042
	Conduites d'égout	93 779	93 779	98 290
	Autres infrastructures	3 265 380	3 624 537	2 390 127
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	841 564	841 564	23 932
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	2 087 879	2 087 879	22 779
	Autres infrastructures	2 107 123	2 107 123	1 282 792
Autres immobilisations				
		2 536 175	2 816 641	3 853 616
		34	11 434 220	12 073 843
				7 952 188

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2		371 000		371 000
Réserves financières et fonds réservés	3	16 808		8 659	8 149
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	155 197		28 797	126 400
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	31 104 786	1 091 068	2 823 745	29 372 109
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	31 276 791	1 462 068	2 861 201	29 877 658
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 812 611		496 470	5 316 141
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	5 812 611		496 470	5 316 141
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	5 812 611		496 470	5 316 141
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	5 812 611		496 470	5 316 141
	19	37 089 402	1 462 068	3 357 671	35 193 799
Dette en cours de refinancement	20 ()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	37 089 402	1 462 068	3 357 671	35 193 799

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	35 157 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 198 728
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	8 149
Débiteurs	9	5 316 141
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	24 298
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	33 007 140
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	1 014 579
Endettement net à long terme	17	34 021 719
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	211 487
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	34 233 206
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	34 233 206
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	111 799	111 799	106 770
Sécurité publique				
Police	4	6 658	6 658	6 426
Sécurité incendie	5	10 852	10 852	9 737
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	59 541	59 541	57 828
Autres	10	96 000	96 000	7 453
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	240 612	240 612	165 870
Cours d'eau	13	11 534	11 534	12 553
Protection de l'environnement	14	2 179	2 179	
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	25 375	25 375	23 874
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	170 362	170 362	165 077
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	734 912	734 912	638 912
				555 588

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1	84 550	187 684
Charges sociales	2	19 856	
Biens et services	3	11 329 814	6 953 860
Frais de financement	4		51 913
Autres	5		
	6	11 434 220	7 193 457

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	15,62	37,50	30 571,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	1,00	2,50	34,50	*****	*****	*****
Cols blancs	3	41,90	32,50	71 048,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	44,62	40,00	93 135,51	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6	7,23	40,00	15 096,25	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	110,37		209 885,26	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			242 345	53 859	296 204
	10	117,37			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		9 157			9 157
Réseau de distribution de l'eau potable	13		32 872			32 872
Traitement des eaux usées	14		9 521			9 521
Réseaux d'égout	15		59 726			59 726
Autres	16	1 767 686		817 800	104 188	2 689 674
	17	1 878 962		817 800	104 188	2 800 950

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	4 020	4 188
Évaluation	2		
Autres	3	140 712	133 004
	4	144 732	137 192
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	23 740	26 902
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	23 740	26 902
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	432 230	463 515
Enlèvement de la neige	11	5 149	3 050
Autres	12	38 616	36 126
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	475 995	502 691
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	8 617	9 789
Réseau de distribution de l'eau potable	17	134 398	143 814
Traitement des eaux usées	18	1 147	1 219
Réseaux d'égout	19	157 109	184 474
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	6 175	1 205
Matières recyclables	21	6 427	1 255
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	313 873	341 756
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	6 285	6 535
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	6 285	6 535
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	61 084	46 627
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	1 167	3 593
Autres	38	1 794	1 276
	39	64 045	51 496
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 028 670	1 066 572

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Sylvie Beaugard	Maire	59 097	17 044	35 799	
Lucille Robert	Conseiller	15 708	7 854	3 181	1 590
Marie-France Beaudry	Conseiller	17 360	8 680		
Stéphane Lussier	Conseiller	16 442	8 221		
Yvon Pépin	Conseiller	17 081	8 468		
Philippe Mercier	Conseiller	17 269	8 634		
Daniel Marcotte	Conseiller	15 708	7 854		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 1 100 000 \$ | | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | | | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | |
|--|---|-------------------------------------|---|--------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input checked="" type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | 45 601 \$ | | |

- | | | | | |
|---|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input type="checkbox"/> | 9 | <input checked="" type="checkbox"/> |
|---|---|--------------------------|---|-------------------------------------|

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

- | | | | | |
|--|----|--|--|----|
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | | | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | | | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | | | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | | | \$ |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | | | \$ |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | | | \$ |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | | | \$ |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | | | \$ |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | | | \$ |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | | | \$ |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI** **NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ 372 437 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ 40 000 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 185-04-2020
- b) Date d'adoption de la résolution 59 2020-04-07
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Cowansville | 46080 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de
Ville de Cowansville

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Cowansville (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, le 21 juin 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	19 771 722
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	20 343
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 343 000
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	74 852
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	16 353 870

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 314 867 100
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 341 526 800
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	1 328 196 950

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,2313 / 100 \$
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	17 054 934
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	17 054 934

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 495 435
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	1 029 835
Matières résiduelles	13	1 362 197
Autres		
▪ Fosses septiques	14	19 020
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	78 000
Service de la dette	18	35 652
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	4 020 139
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	4 020 139
	27	21 075 073

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	130 281
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	130 281

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	430 833
Cégeps et universités	7	571 895
Écoles primaires et secondaires	8	
	9	1 002 728

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 133 009

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 206 339
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	1 206 339

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	52 241
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	52 241

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 391 589

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	956 259 296	x 0,9100	/100 \$ 8 701 960				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	234 728 960	x 0,9400	/100 \$ 2 206 452				
Immeubles non résidentiels	4	221 796 127	x	/100 \$				
Immeubles industriels	5	43 341 518	x	/100 \$				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x	/100 \$				
Autres	7	25 847 700	x 0,9100	/100 \$ 234 751				
Immeubles agricoles	8	9 626 050	x 0,9100	/100 \$ 87 597				
Total	9			11 230 760	()	()	5 824 174	17 054 934
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27			()	()			
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36			()	()			
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%	()	()			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>175,00 \$</u>
Égout	2 <u>\$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>135,00 \$</u>
Matières résiduelles	5 <u>130,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Matières résiduelles - par chambre	32,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Déchets domestiques - ICI	100,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Matières recyclables/organiques ICI	30,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Écocentres	28,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Vidanges - fosses septiques	60,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Assainissement - au compteur	0,2100	7 - autres (préciser)	par mètre cube
Eau - au compteur	0,4900	7 - autres (préciser)	par mètre cube
Piscine creusée	60,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Piscine hors terre	30,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Com.services municipaux - 204.10	0,4600	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Com. services municipaux - 204.05	0,9100	1 - du 100 \$ d'évaluation	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	4 846 263	977 911		234 751	2 206 452	87 597
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	300 435	241 545			1 013 466	7 956
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	5 146 698	1 219 456		234 751	3 219 918	95 553

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	8 701 960			17 054 934
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	35 652			35 652
Autres	5	2 343 085			3 906 487
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	11 080 697			20 997 073

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
Immeubles non résidentiels:			
Inférieur à 500 000 \$: 2,09 \$			
Supérieur à 500 000 \$: 2,25 \$			
Immeubles industriels:			
Inférieur à 500 000 \$: 2,15 \$			
Supérieur à 500 000 \$: 2,30 \$			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	43 495 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-21	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	28 432 566 \$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>3 342 000 \$</u>
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>1 032 000 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>306 000 \$</u>

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Julie Lamarche, OMA, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Cowansville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 21 juin 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Cowansville.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Cowansville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Cowansville détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-06-17 10:19:29

Date de transmission au Ministère : 2021-06-22